



# ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

magistrats

Question écrite n° 24722

## Texte de la question

Mme Martine Lignières-Cassou souhaite attirer l'attention de M. le garde des sceaux, ministre de la justice, sur l'organisation de la protection des magistrats et les atteintes à la sérénité des instructions. Dans son dernier ouvrage, Mme Eva Joly, ancienne juge d'instruction, apporte un témoignage très préoccupant sur le fonctionnement de l'organisation judiciaire. Outre des menaces de mort répétées, Mme Eva Joly rapporte des pressions permanentes exercées à son encontre (cambriolages, écoutes téléphoniques illégales, filatures...) dans le cadre de ses activités professionnelles. Au-delà du travail d'un juge d'instruction, c'est l'exercice de la justice qui est atteint. Si elles étaient avérées, des écoutes téléphoniques illégales à l'intérieur même du bureau d'un juge d'instruction seraient intolérables dans un Etat de droit. Selon Mme Eva Joly, les différentes enquêtes menées pour connaître les auteurs de ces délits n'ont jamais abouti. En conséquence, elle lui demande de faire connaître les résultats définitifs des enquêtes diligentées en interne comme en externe sur les délits dont fait état Mme Eva Joly, et de lui faire part de son sentiment à la lecture d'un témoignage extrêmement inquiétant sur le fonctionnement de la justice dans notre démocratie.

## Texte de la réponse

Le garde des sceaux a l'honneur de faire connaître à l'honorable parlementaire que chaque fois qu'un magistrat fait l'objet de menaces, actes d'intimidation, ou voies de fait, des mesures tendant à assurer sa sécurité et, le cas échéant, celle de ses proches sont prises. Dans le cas d'espèce auquel fait référence l'honorable parlementaire, le Garde de Sceaux tient à rappeler que, durant le temps où ce magistrat était affecté au pôle financier du tribunal de grande instance de Paris, il a bénéficié d'un véhicule administratif et d'une protection permanente de deux fonctionnaires de police. Par ailleurs, les faits de menaces de mort dont ce magistrat a été victime ont fait l'objet d'un classement sans suite de la part du parquet de Paris, faute de possibilité d'identifier les auteurs.

## Données clés

**Auteur :** [Mme Martine Lignières-Cassou](#)

**Circonscription :** Pyrénées-Atlantiques (1<sup>re</sup> circonscription) - Socialiste

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 24722

**Rubrique :** Justice

**Ministère interrogé :** justice

**Ministère attributaire :** justice

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 15 septembre 2003, page 7070

**Réponse publiée le :** 29 décembre 2003, page 9990